98. ne pas créer le monstre

Décréer le monstre - Fraude de la Corporation municipale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

L'incorporation est devenue populaire parmi les vendeurs de guerre - ce que nous appelons maintenant des «entrepreneurs de défense» - juste avant et pendant la soi-disant guerre civile américaine. En effet, une fois qu'une entreprise est constituée, le voile d'entreprise qui définit l'entreprise comme une "personne" distincte protège les opérateurs de l'entreprise contre la responsabilité et la perte de leur propre richesse: l'entreprise peut faire faillite, et eux, les opérateurs, restent riches et indemnes par les résultats.

Ainsi, l'incorporation a permis aux entreprises d'être gérées sans responsabilité.

Arrêtez un instant et réfléchissez à ce que cela implique et à la façon dont cela modifie les présomptions fondamentales des bonnes pratiques commerciales, de l'éthique des affaires et de la protection des consommateurs. Soudain, nous avons toutes ces sociétés géantes --- Remington, Colt et Winchester, les fabricants de poudre à canon et d'explosifs, étourdis par leur manque de responsabilité pour leurs produits. Ils pouvaient soudainement produire n'importe quel produit, poisons et gaz moutarde, par exemple, sans aucune responsabilité pour le produit --- au-delà de le produire --- ou toute inquiétude quant à son utilisation.

L'entreprise elle-même pouvait être attaquée et il y avait donc un certain intérêt à économiser leur investissement, mais aucune perte personnelle pour eux au-delà de cela, alors les Robber Barons se sont alignés et ont incorporé des tas d'entreprises. L'incorporation est devenue la nouvelle mode.

Bien sûr, quelqu'un a dû payer le prix de cette non-responsabilité, et cela est tombé, dans le cas des sociétés "gouvernementales", sur le public.

En 1986, le Congrès "territorial" qui dirige USA, Inc. Le conglomérat de la Corporation municipale a franchi une étape au-delà de cela, lorsqu'il a proposé d'accepter la «responsabilité du produit» restante pour les sociétés pharmaceutiques engagées dans la fabrication de vaccins.

Jusque-là, les entreprises étaient au moins responsables de la qualité et de la pureté et d'autres aspects des produits qu'elles produisaient, mais maintenant, dans le cas des vaccins, le Congrès

"territorial" a renoncé à ce dernier aspect de la responsabilité des fabricants et a exposé les consommateurs à tous les risques imaginables.

Selon ce congrès "territorial", qui n'est en fait qu'un conseil d'administration du district de Columbia Municipal Corporation et de ses filiales et franchises, y compris USA, Inc., et le DOD, INC., etc., le "Territorial" Le Congrès lui-même une société municipale détenue et exploitée par DOD, INC., Accepterait toute responsabilité associée aux vaccins.

Le tout dernier morceau de responsabilité d'entreprise --- responsabilité du fait des produits --- a été rompu pour les fabricants. Les fabricants pouvaient mettre de la bouse de vache dans les vaccins et être tenus inoffensifs.

Nous avons déjà vu comment les sociétés municipales du district de Columbia ont échappé à la surveillance réelle de notre gouvernement civil légal --- et de leurs obligations constitutionnelles --- en outrepassant leurs pouvoirs accordés et en créant une cité-État internationale indépendante distincte dans le district de Columbia pour servir de surveillance à leur gouvernement civil.

À ce stade, nous aurions dû être libérés de toute supposition selon laquelle nous étions responsables de leurs factures et de leur chicane ou que nous étions en contrat avec eux; mais, ils ont continué à affirmer qu'ils étaient nos administrateurs et qu'ils nous "représentaient" --- derrière notre dos, bien sûr. Ils ont continué à prétendre qu'ils fonctionnaient légitimement en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique ou de la Constitution des États-Unis, et à affirmer que notre gouvernement était "absent", dans "Interregnum", etc., même s'ils convertissaient illégalement notre statut politique individuel à celui des citoyens étrangers via des processus d'enregistrement non divulgués.

La conversion illégale du statut politique naturel d'un homme vivant à celui d'un citoyen appartenant à un gouvernement étranger est un crime capital en vertu des Conventions de Genève et de La Haye ainsi que du droit international de manière plus générale, donc encore une fois, nous sommes présentés avec des sociétés municipales courir follement amok, commettant des fraudes et des crimes gratuits au niveau du capital contre leurs prétendus employeurs, et luttant toujours pour faire semblant que leurs dettes, y compris leurs dettes contractées par leurs profits de guerre non autorisés, sont de notre responsabilité et que le coût de l'occupation illégale de nos États de l'Union et de nombreux autres pays était à notre charge, en raison de leur obligation en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique pour nous défendre.

Ce n'est rien d'autre qu'une fraude et une rupture de confiance et une rupture de contrat, d'avant en arrière et du premier au dernier, de la part de ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia.

Nous souhaitons que toutes les accusations portées contre nos actifs et comptes par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs officiers soient annulées à compter du 4 mars 1861, date à laquelle Abraham Lincoln a semblé illégalement, illégalement et immoralement entrer dans notre fonction publique. , tout en opérant à la place en privé en tant que «président» d'une société municipale étrangère dont le siège social est situé dans le district de Columbia.

Ces sociétés municipales incriminées et leurs directeurs, officiers et successeurs sont tous responsables de cette grande fraude --- pas les États américains et les personnes qui se présentent comme les parties lésées et les créanciers prioritaires.

Nous souhaitons que toutes les accusations présentées à ce jour pour les vies perdues et mutilées à la suite des actions du Congrès territorial mettant les fabricants de vaccins à l'abri de toute responsabilité du fait des produits, soient appliquées directement au "Congrès" incorporé détenu et exploité par le DÉPARTEMENT DE DÉFENSE, INC. alias DOD, INC., Et leur société mère, la United States of America Corporation, et que tous ces reçus soient retournés directement à notre crédit, en or, et placés dans notre compte fiduciaire auprès de la Global Family International Trade Bank, que nous avons affrété dans le but de restituer des actifs et des crédits prépayés à tous les habitants et les pays qui ont été victimes --- y compris, mais sans s'y limiter, nous-mêmes.

Nous prévoyons que le fardeau du remboursement, majoré des intérêts raisonnables du marché, sera complètement en faillite et s'effondrera ces sociétés municipales opérées à partir du district de Columbia, et nous notons que le coût de leur faillite ne peut pas être mal appliqué aux États et au peuple américains, mais doit plutôt incomber aux propriétaires et exploitants réels de ces sociétés municipales criminellement mal gérées hébergées dans le district de Columbia et ailleurs --- qui n'inclut pas les millions d'Américains qui ont subi la non-divulgation et qui ont été faussement enregistrés comme territoriaux américains. Citoyens et imités comme CITOYENS Municipaux.

La façon la plus efficace de gérer cela à notre avis est de transférer directement le contrôle des sociétés municipales à notre gouvernement légal, en particulier toutes les fonctions bancaires et de défense. Nous entamerons immédiatement une opération de réconciliation et de défense mutuelle pour nous protéger et protéger les habitants de tous les pays touchés par les fraudes et les crimes de ces sociétés municipales, et nous accepterons tous les actifs de ces sociétés municipales, matérielles et immatérielles, comme confiscations.

Ils ne peuvent jamais rembourser les dommages qu'ils ont causés et la foi qu'ils ont brisée, mais dans la mesure où leurs actifs et nos biens qui ont été purs et périssés peuvent soutenir la vie et le renouveau de la Terre, cela doit être fait et fait rapidement.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

5 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1
Created 12 May 2025 02:34:10 by Admin
Updated 12 May 2025 02:34:10 by Admin